

Allocution de Javid Abdelmoneim, président international de MSF, au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur les conséquences catastrophiques du conflit dans l'est de la République démocratique du Congo.

12 décembre 2025

Monsieur le Président,

Permettez-moi de commencer par une vérité que ce Conseil doit reconnaître : malgré l'élan politique qui semble s'être manifesté ces derniers mois et malgré la signature d'accords de paix, les équipes de MSF continuent d'être témoins de niveaux stupéfiants de violence, de déplacements et de dénuement dans les Kivus et en Ituri.

Nos patients décrivent fuir les villages bombardés et les brutalités extrêmes dont ils ont été victimes.

Du point de vue de MSF, qui intervient dans des hôpitaux, des cliniques et des sites où vivent des personnes déplacées, le tableau est sans ambiguïté : cette crise ne faiblit pas. Le système de santé s'effondre. Les violences sexuelles sont monnaie courante. L'accès à l'aide humanitaire et les financements diminuent alors que les besoins augmentent.

Le fossé entre les déclarations politiques et la réalité vécue par des millions de personnes se creuse.

En effet, l'encre de l'accord signé à Washington est à peine sèche que le M23 a déjà lancé une offensive de grande envergure sur Uvira, chassant environ 200 000 personnes de leurs foyers, dont 40 000 vers le Burundi, preuve flagrante que la promesse de paix masque un contexte de violence persistante et à grande échelle.

Il apparaît de plus en plus clairement que les efforts de paix en cours servent à consolider les intérêts d'industries extractives et d'acteurs puissants plutôt qu'à apporter un soulagement à la population de la RDC.

Tout cela n'est pas nouveau. La violence à laquelle sont confrontées les communautés trouve son origine dans des décennies de pillage des ressources et de négligence structurelle.

C'est là une tragédie qui perdure : génération après génération, les Congolais ont vu leur vie et leur dignité sacrifiées sur l'autel de la politique et du profit.

Tant que les civils seront considérés comme sacrificiables, aucun processus politique ne leur apportera de véritable soulagement.

--

Monsieur le Président,

Malgré les engagements pris à haut niveau à Washington et à Doha, les violences contre les civils restent monnaie courante.

Les forces étatiques et les groupes armés non étatiques – notamment le M23, les FDLR, les ADF, certains éléments des FARDC et leurs alliés Wazalendo – continuent de mettre en danger les civils et d'entraver l'accès aux soins. Tous ont été impliqués dans de graves violations du droit international humanitaire : exécutions sommaires, violences sexuelles, pillages et blocage de l'aide humanitaire.

Le bilan est dévastateur.

À Binza, des patients de MSF ont décrit avoir vu des hommes abattus dans les champs et des femmes et des enfants fusillés le long d'une rivière, leurs corps laissés à la dérive – des témoignages qui font écho à de multiples rapports faisant état de massacres en juillet dans le Nord-Kivu. Plusieurs de nos patients ont déclaré que ces attaques avaient été perpétrées par des membres du M23.

À l'hôpital de Rutshuru, les admissions pour blessures par balle ont augmenté de 67 % en juillet. Plus de 80 % des victimes de blessures par balle admises dans les structures soutenues par MSF en juillet et août étaient des civils.

En Ituri, au cours de cette année, nous avons réalisé plus de 1 500 interventions chirurgicales pour traumatismes dans un seul hôpital, la plupart pour des blessures liées au conflit.

Les structures médicales et le personnel ne sont pas épargnés : des ambulances ont été arrêtées sous la menace des armes, et des acteurs armés ont pris d'assaut des structures médicales, menaçant et terrorisant à la fois les patients et le personnel.

À Masisi, il y a tout juste deux semaines, le centre de santé de Kazinga, clairement identifié par l'insigne de MSF, a été pillé et détruit par une milice Wazalendo.

Trois collègues de MSF ont été tués cette année.

Ces violations soulignent un profond échec de protection des civils.

--

Monsieur le Président,

Les violences sexuelles dans l'est de la RDC constituent une urgence de longue date qui marque les communautés depuis des décennies. Aujourd'hui, elles se poursuivent à une échelle inimaginable.

Au cours des six premiers mois de cette année seulement, près de 28 000 survivantes ont sollicité des soins dans les structures soutenues par MSF dans l'est de la RDC. Cela représente une moyenne de 155 survivantes par jour.

Trois agressions sur quatre ont été commises par des individus armés. Les attaques ont lieu dans les champs, sur les routes, aux points d'eau et à l'intérieur des maisons.

De nombreuses survivantes arrivent trop tard pour bénéficier d'un traitement préventif. Beaucoup n'y ont jamais accès.

Dans le même temps, les stocks de fournitures médicales essentielles sont dangereusement bas. Dans le Nord et le Sud-Kivu, la moitié des zones sanitaires ne disposent pas de prophylaxie post-exposition, privant ainsi les survivantes des soins essentiels qui pourraient prévenir les infections, éviter les grossesses non désirées et réduire les dommages à long terme.

L'ampleur et la banalisation des violences sexuelles reflètent un effondrement profond de la protection des communautés et une impunité quasi totale pour les auteurs de violences.

Les femmes et les filles nous disent que la violence sexuelle n'est pas seulement redoutée, elle est attendue.

--

Monsieur le Président,

Le système de santé s'effondre sous le poids combiné de la violence, d'une négligence chronique, de déplacements massifs, de réductions de l'aide et de l'émergence d'administrations parallèles.

Dans de nombreuses régions, jusqu'à 85 % des établissements sont confrontés à des pénuries critiques de médicaments, près de 40 % du personnel de santé a quitté son poste et plus de la moitié des établissements que nous avons évalués ont fermé ou ont été endommagés.

Les conséquences sont mortelles.

À Walikale, les décès d'enfants souffrant de malnutrition sévère dans les 24 à 48 heures suivant leur admission ont augmenté de 89 % et 309 % par rapport à l'année dernière. Les familles arrivent beaucoup trop tard, à cause de l'insécurité, des coûts et de l'absence de soins efficaces.

Les services de santé préventifs se sont effondrés et la vaccination est régulièrement interrompue, ce qui entraîne une recrudescence des maladies infectieuses évitables. Le nombre de cas de choléra dépasse déjà les 38 000 et le nombre de décès a plus que doublé par rapport à l'année dernière. La rougeole continue de se propager. Une épidémie de paludisme d'une ampleur inconnue se développe, alors qu'aucun outil diagnostic ou traitement essentiel n'est disponible pour la contenir.

--

Monsieur le Président,

Alors que les besoins augmentent, l'espace disponible pour fournir une aide humanitaire se réduit.

Dans tout l'est de la RDC, les acteurs étatiques et non étatiques imposent des restrictions qui vont à l'encontre des besoins des civils. L'aide, vitale, est retardée, détournée ou bloquée.

La fermeture des pistes d'atterrissage de Goma et de Bukavu – et l'incapacité de Kinshasa et du M23 à parvenir à un accord pour les rouvrir – a réduit les points d'entrée des fournitures et du personnel humanitaires dans l'est de la RDC et ralenti les déplacements dans les Kivus.

Il faut désormais plus d'un mois pour atteindre Walikale pendant la saison des pluies. En raison des fluctuations dans les lignes de conflit, l'acheminement de fournitures de

Bukavu à Uvira nécessite désormais de traverser quatre frontières internationales, ce qui quadruple le coût initial.

L'accès humanitaire n'est pas une option, c'est une obligation légale. Les aéroports doivent être rouverts, la sécurité des principaux axes routiers doit être assurée et les fournitures médicales et humanitaires doivent pouvoir circuler sans entrave.

En plus de l'effondrement de la protection des civils et de l'érosion de l'accès, les principaux donateurs réduisent leur soutien financier, supprimant des services vitaux alors que les besoins augmentent considérablement.

Monsieur le Président,

Les engagements pris dans les capitales n'ont que peu de sens s'ils ne s'accompagnent pas de mesures concrètes sur le terrain. Nous lançons trois appels :

Premièrement, la protection des civils doit être placée au centre de tous les engagements politiques et diplomatiques.

Les progrès ne peuvent être mesurés par le nombre d'accords signés, mais par le fait que les gens sont plus en sécurité chez eux, sur les routes qu'ils empruntent et dans les lieux où ils cherchent à se faire soigner.

Deuxièmement, l'accès humanitaire doit être maintenu, non pas comme un geste de bonne volonté ou une mesure de confiance, mais comme une obligation morale fondée sur le droit international humanitaire.

Troisièmement, la réponse humanitaire doit être dotée des ressources nécessaires pour faire face à cette crise. Sans un financement flexible et opportun, les morts évitables continueront de s'accumuler.

En conclusion, Monsieur le Président,

De notre point de vue, aux côtés des patients et non derrière des pupitres, les débats actuels ne manquent pas d'une prise de conscience. Ils manquent de cohérence.

Ce Conseil est régulièrement informé de la situation en RDC. Ses membres sont en mesure de décrire avec précision les violations auxquelles sont confrontés les civils, alors même que ces violations continuent sans discontinuer.

Pour les personnes qui vivent ce conflit, la question n'est pas de savoir si le Conseil comprend leur réalité, mais pourquoi cette compréhension se traduit si rarement par une protection significative.

Ce décalage est accablant. Cet échec est profond.

Si ce Conseil ne peut pas agir alors que tant de vies sont en jeu, alors la promesse de protéger les civils devient une doctrine creuse, déclamée ici, mais absente là où elle est le plus nécessaire.

Ce qu'il faut aujourd'hui, ce n'est ni une nouvelle rhétorique ni une nouvelle architecture diplomatique. C'est la volonté d'insister sur le fait que les civils ne sont pas sacrifiables et que leurs droits – à la sécurité et à la dignité – ne sont pas négociables. Ni en RDC, ni partout ailleurs où les civils sont menacés.